L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, [illegible] JUIN 1872. 45me Année—Vol. XLV.

DUPOUR & LEBRET,
PROPRIÉTAIRES-GÉRANTS.

NOUVELLE-ORLEANS,
VENDREDI MATIN, 7 JUIN.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le shérif, à midi, à la Bourse d'Exeter St. Louis, rue St. Louis—le. Un terrain dans la Deuxième District, dans l'Ist borné par les rues des Ursulines, Royale, Conti et Hôpital—2e. Une certaine portion de terre située dans le Troisième District, dans l'Ist borné par les rues des Franciais, Moreau, Champs-Elysées et Violette.—3e. Un terrain situé aussi dans le Troisième District, dans l'Ist No 10, faisant face à la rue Laharpe.

Par Hoffman, Marks & Co. au No 87 de la rue de Chartres,—Lingerie "mettage" et articles de fantaisie.

ATTENTION:

1er Propriétés magnifiques de valeur à Pensacola par le shérif.

Nous appelons l'attention publique sur les ventes à l'encan qui auront lieu aujourd'hui, à midi, à la Bourse d'Exeter St. Louis, par le ministère du shérif. Ces ventes comprennent:

1e. Un terrain avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, située No. 42 et 44 rue des Ursulines, entre celles de Chartres et Royale, Deuxième District.

2e. Un terrain avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, située rue des Francais, entre celles Violette et Moreau, Troisième District.

3e. Et un terrain avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situées rue Laharpe, entre celles Chartres et Dorbigny, même District.

Pour le détail et les conditions voir aux annonces.

Miss Kate Locke. — Voyez l'annonce d'encan de M. D. R. Murphy.

L'Œuvre des deux Conventions.

Les comités de conférence, nommés par les deux Conventions, ne doivent faire leur rapport qu'aujourd'hui et il peut se faire que ce rapport soit discuté assez vivement pour prolonger jusqu'à demain la session des deux assemblées.

Des débats qui ont eu lieu depuis deux jours dans les deux Conventions, il résulte pour nous que les partisans d'une coalition avec Warmoth, comptent des sympathies, habiles et énergiques à l'Opéra comme au Temple Maçonnique, mais que, de deux côtés, ils ont trouvé une telle opposition contre la personnalité du gouverneur qu'ils n'ont pas osé proposer de glisser son nom sur la liste des candidats, ou bien n'osent s'expliquer sur ses prétentions en échange de l'appui qu'il pourrait prêter aux Conservateurs unis.

Il y a donc un certain nombre de démocrates et de réformistes qui croient ne pouvoir triompher sans l'assistance des pouvoirs extraordinaires dont la législation sur l'enregistrement et les élections investit le gouverneur, mais aucun d'eux n'osé préciser les conditions d'un marché.

Comme aucune des deux Conventions n'a montrait disposée à aller au-devant de M. Warmoth, ce personnage doit décider leur faire des avances ou bien de plusieurs comités de républicains soi-disant libéraux. Nous avons regretté de voir les conservateurs qui avaient pris part au meeting du Théâtre St. Charles se laisser traîner à la remorque des républicains dits libéraux.

Nous comprenons que les conservateurs qui n'ont jusqu'à présent pas osé arborer le choix que Grant et Greeley, soient divisés d'opinion, par entre ces deux hommes le choix est plus qu'embarrassant. Mais l'élection présidentielle n'a rien à faire avec l'élection d'Etat, et nous ne voyons pas quel rôle viennent jouer entre les deux Conventions les conservateurs qui ont eu la mauvaise fortune de se trouver au Théâtre St-Charles en la compagnie de quelques amis de Warmoth?

Le programme des deux Conventions est assez large, assez libéral pour permettre à tous les gens honnêtes de s'y rallier.

Mais il ne faut pas que ce programme soit compromis par une alliance avec les ennemis du gouverneur, sous quelque prétexte que ce soit. Nous adjurons tous ceux qui ont à cœur le salut de notre Etat de ne pas se prêter à une pareille combinaison.

La Candidature de Grant.

La convention nationale du parti républicain, assemblée depuis deux jours à Philadelphie, a choisi le général Grant pour son candidat à la présidence des Etats-Unis. Ce résultat était prévu à l'avance, la grande majorité des délégués se composant de républicains inféodés à l'administration fédérale.

Les titres de Grant à une première élection avaient été les services rendus par lui comme généralissime des armées du Nord, comme vainqueur de la *rebellion*, et le prestige que la victoire donnait à son nom. Il est sûr au parti qui le prenait pour chef. L'élection de Grant en 1868 était la nouvelle affirmation du triomphe du Nord sur le Sud, c'était pour la première de ces élections une garantie, pour la seconde une chance; c'était donc une élection tout-à-fait sectionnelle.

Les titres de Grant à une réélection sont les services rendus par lui depuis quatre ans à son parti, sa complaisance à se faire instrument docile de toutes les mesures politiques imaginées par ce parti pour se maintenir au pouvoir et pour maintenir le joug sur les Etats du Sud. Grant a employé les baïonnettes fédérales pour empêcher les Etats du Sud de secouer le joug des gouvernements infames et corrompus que la reconstruction leur avait imposés.

Par son intervention dans les Etats du Sud Grant a empêché les conservateurs de cette section de regagner l'influence qui leur appartient légitimement dans les conseils de la nation, et, par là, il s'est assuré des titres à la reconnaissance de son parti, dont la majorité se serait trouvée diminuée par l'élection de représentants et de sénateurs démocrates du Sud et, en même temps, il a gagné la confiance de certain électorat noir, qui n'a dû qu'à la partialité du gouvernement fédéral le maintien de sa suprématie.

Disposant d'une immense patronage, certain du vote compact des noirs, Grant était assuré de sa réélection dans la Convention républicaine. L'est-il également sa réélection par le peuple? C'est là une question beaucoup plus douteuse. Il perdu des forces plutôt qu'il n'en a gagné depuis 1868, et bien qu'il soit encore candidat très redoutable, il nous paraît loin d'être invincible.

La détermination de la Convention démocratique qui doit s'assembler à Baltimore, le 9 juillet, permettra de juger des chances de Grant. Le travail qui s'opère dans les esprits d'ici à cette époque sera un grand poids sur les décisions de la Convention. Une grande réaction s'opère déjà contre la candidature de Greeley et faut attendre encore avant de pouvoir prédire ce que fera la Convention démocratique nationale.

LOTERIE. — Le grand tirage de la Loterie de l'Etat de la Louisiane aura lieu demain samedi, 8 juin 1872, à 11 heures du matin, au local de la Compagnie. Le capital est de $50,000; le billet coûte $1 et il y a 20,000 billets. Le public est invité à assister au tirage. Ce grand prix a déjà tiré plusieurs fois et le paiement a été fait de la manière la plus régulière et avec le moindre retard. On cherche en ce moment de bons placements d'argent, et il est plus difficile à trouver. Mais la Loterie de l'Etat de la Louisiane offre une magnifique chance de bénéfice et qui ne vous demande que $20 et même moins, si vous ne voulez prendre qu'une fraction du billet, et pour cette action vous pouvez gagner une forte somme. Si vous ne gagnez rien, votre action de billet est perdue, c'est vrai, mais la perte est insignifiante, si vous la comparez à l'immense bénéfice qu'elle vous aura procuré.

☞ On ne peut songer à acheter une machine à coudre, sans faire un examen attentif de la machine "Domestic," 102 rue du Canal, chez M. S. Hedricks.

ASSESSMENT.—Nos. 98, 99 et 100. Voyez la colonne des notices spéciales. Mort de John Davidson, Jacob Clemens et J. J. Albert, payable au Bureau de l'Assurance Louisianaise d'Assistance et de Bienfaisance Mutuelle et d'Assurance sur la Vie, rue Carondelet, No. 120.

Cette Association a déjà payé $[illegible] en [illegible].

La machine "Domestic" est la reine des machines à coudre, à présent de chemisettes. Elle se vend au No 102, de la rue du Canal.

PIQUE-NIQUE DE LA SOCIÉTÉ PORTUGAISE.— La Société Lusitane-Portugaise de Bienfaisance doit donner le 9 juin aux Fair Grounds un Grand Pique-Nique.— Nous réservions le président et le secrétaire des invitations qu'ils nous ont adressées.

EXERCICES DE PIANO.—Nous avons reçu de Mlle Jessie, Hay une invitation pour assister aux exercices annuels des élèves du professeur de piano Sipp, exercices qui auront lieu le lundi, 10 juin, à 7 heures du soir, à la salle Minerva, rue Clio.

CHEMIN DE FER DE LA NLLE-ORLÉANS, DE MOBILE ET DU TEXAS.—Les touristes qui veut le dimanche se promener aux villes de bains et aux autres retraites semées sur les bords du lac Borgne et du Golfe, apprendront avec plaisir que le surintendant Bayley, désireux de leur être agréable, fera partir, dimanche prochain, 9 juin, un train *spécial* de Mobile, à trois heures et demie de l'après-midi, afin de les ramener ici dans la soirée. Le départ de la Nouvelle-Orléans a lieu à 6 heures et quart du matin, et le retour s'opèrera à 10 heures du soir. On pourra donc passer une journée entière aux villes d'eau sans y être retenu la nuit. Les billets d'excursion, dont le prix a été considérablement réduit, se vendent au coin des rues Camp et Common, vis-à-vis le City Hotel, et au dépôt de la rue du Canal. Nous appelons l'attention sur l'annonce du surintendant publiée dans nos colonnes d'avis.

Convention Démocratique d'Etat.

La Convention s'est réunie hier à midi. Sur motion de M. B. F. Jonas, deux délégués d'origine allemande sont ajoutés au comité de conférence; le président désigne MM. H. F. Starkon et Henry Hirschfeld.

Le général de Clouet se lève pour une explication personnelle. Il dit qu'il a pris la parole, au sujet d'une interpellation à lui adressée par le général H. H. Sibley, un article qu'il ne veut pas qualifier de perfide, mais qui est écrit de façon à le faire passer pour un partisan de faveurs auprès du gouverneur Warmoth. Il n'a jamais demandé de faveurs, mais il a été importuné par d'autres pour en demander — notamment par le général Simms.

Le général Simms entre dans des explications, sur certains faits, que le général Declouet déclare contraires à la vérité.

Le gouverneur Voorhies retire le substitut présenté par lui, hier soir, afin de ne pas compliquer la question.

Une résolution de M. Brigham sur la répartition des candidats entre chaque convention est, sur la motion de M. Carleton Hunt, déposée sur le bureau.

M. J. M. Saudidge dit que la Convention est prête à voter sur la résolution du juge Ogden.

Le général T. G. Hunt présente quelques observations sur cette résolution qui est ainsi conçue:

"Résolu, que le comité de conférence de cette Convention est investi de pleins pouvoirs, à sa discrétion, et conjointement avec un comité semblable de la Convention de la Réforme, pour conférer avec toute organisation républicaine de l'Etat."

M. Hunt a désapprouvé le rejet de la proposition primitive, mais après avoir nettement déclaré au sénateur, il n'y voit pas d'objection. Les présomptions sont que le comité ne se laissera guider que par le patriotisme et le sentiment de son devoir.

Comme la Convention a déjà déclaré que toute alliance politique avec le gouverneur Warmoth serait désavouée et nuisible aux meilleurs intérêts de l'Etat, la conclusion est que le comité ne fera aucune alliance de ce genre. Les sentiments exprimés par le sénateur du comité rassurent d'ailleurs l'orateur.

Une seule chose l'inquiète, c'est le discours du député de Baton-Rouge (M. Fuqua). Ce délégué semble craindre que sans l'alliance avec Warmoth nous ne puissons réussir. Son crainte sont indécises de son jugement et de son esprit. Nous devons avoir plus de confiance dans l'intelligence, l'honneur et le patriotisme du peuple de la Louisiane. Si certaines personnes ont se plaindre d'avoir des noirs ignorants pour juges, ces juges ne peuvent être plus mauvais que certains juges parmi ceux que nous avons eu.

La résolution du juge Ogden est mise aux voix par parties et adoptée par 242 voix 1/2 contre 26 1/2.

Sur motion de M. Scanlan, les communications des comités libéraux républicains sont renvoyés au comité de conférence.

Une motion est adoptée pour l'élection de délégués à Convention de Baltimore et la séance est suspendue pour permettre aux délégations des districts congressionnels de se consulter.

La séance est reprise à deux heures: mais la Convention, sans traiter aucune affaire, s'ajourne de nouveau à 7 1/2 du soir.

Séance du soir.

Les présidents des conventions congressionnelles de District sont invités à faire leurs rapports, relativement au choix des délégués à la Convention.

Le Premier District et le Cinquième District jusqu'à ce matin pour faire leurs rapports.

Second District: Given Campbell, de la Nouvelle-Orléans, et Wm. McCullum, de Terrebonne, sont élus délégués.

Troisième District: Charles McVea, d'Est-Feliciana, et le Dr. John A. Taylor, de St-Landry, sont élus délégués.

Quatrième District: le juge W. B. Egan, de Caddo, et le col. Wm. M. Levy, de Natchitoches, sont élus délégués.

M. McCalch demande que la discussion de la résolution présentée par M. Brigham soit reprise. Cette résolution a pour objet l'élection, par le comité commun de conférence, d'un certain nombre d'officiers appartenant au parti démocrate.

Le président déclare que la question ne sera pas soulevée. Elle se présentera inévitablement devant la Convention mais l'heure de la discuter n'est pas encore venue. La résolution écarte un des éléments essentiels du pacte intervenu entre les démocrates et les réformistes, et le rejet en compromettre ne saurait être modifié actuellement.

M. McCalch consent à la question pendante, pour le moment; mais il reviendra dans la prochaine séance.

M. Belew présente une résolution déclarant que le sentiment de la convention est que la convention nationale de Baltimore ne devrait pas faire de nomination.

M. Bowman ne pense pas que la convention soit prête à discuter ce sujet; et il demande le renvoi de la résolution au comité de résolutions.

M. Tucker, de Ste-Marie, parle longuement contre la résolution de M. Belew. Il pense que l'on ne doit pas donner d'instructions aux délégués, parce que la Convention ne peut savoir quelle sera la meilleure politique à adopter lorsque la Convention Nationale s'assemblera. La nomination de Greeley a été d'abord reçue favorablement, semble-t-il; mais, chaque jour, de grands changements paraissent se produire, et évidemment, M. Greeley perd du terrain.

Si la question se résumait à choisir entre Grant et Greeley, l'orateur n'hésiterait pas: il voterait pour Greeley; et cela, pour une raison, c'est qu'il pense que Grant assure à consolider un gouvernement impérial dont il se ferait le chef, et que Greeley aura seulement en vue le maintien des institutions républicaines. Autrement, s'il existe entre ces deux hommes une différence, Greeley est le père des deux. Greeley a prêché pendant quarante ans l'abolition de l'esclavage. Grant a envoyé des troupes dans les deux Carolines et en Louisiane, dans le seul but de faire appliquer les lois de Sumner et Greeley s'est scharné à demander le vote de cette loi.

M. Kermar propose un substitut à la résolution. Ce substitut déclare que la vraie politique du parti, dans les circonstances présentes, est de ne rien décider quant aux nominations de président et de vice-président, mais de laisser sans instructions les délégués à la convention nationale et de s'engager, au nom du parti démocrate de l'Etat, à appuyer l'action de la convention nationale quelle qu'elle soit.

M. Kerman, dans son discours, déclare approuver la plateforme et les choix de la convention de Cincinnati, et incidemment, il défend le gouv. Warmoth. C'est le nom de démocrate et de démocratie, dit-il, qui nous a valu nos désastres depuis trois ou quatre ans. (Voix: Non! non!)

Plusieurs, à diverses reprises, interrompent par des marques d'approbation et de désapprobation, et pendant que M. Kernan le prononce, une grande agitation règne dans l'assemblée.

La résolution et le substitut sont déposés sur le bureau, sujets à l'appel.

Un membre fait la proposition de limiter à cinq minutes à dirée de chaque discours; mais il ne parvient pas à faire adopter sa motion.

La séance est levée.

Convention d'Etat du Parti de la Réforme,

La séance est ouverte à deux heures et quart sous la présidence de Geo. Williamson.

M. Collum, de Terrebonne, demande à se retirer de la Convention avec sa délégation.

M. H. M. Ogden, du comité des résolutions, propose la résolution suivante:

Résolu, que dans l'opinion de cette Convention, la position assumée par le parti de la Réforme, dès l'origine de ce parti de ne pas s'occuper de la politique fédérale, est la seule qui soit correcte et juste.

2e. — Résolu, que, dans notre opinion, la situation présente de l'Etat demande qu'on s'en occupe exclusivement; et que, tout en appréciant l'importance du gouvernement fédéral et étant assez de voir le gouvernement national dirigé d'une manière convenable, l'opposition que nous témoignons et la méfiance qu'il nous inspire ne peuvent rien en aucun cas, qu'il ait pu ajouter aux difficultés déjà grandes qui nous environnent par suite du gouvernement local, qui n'a pas cessé de nous être particulièrement hostile.

3e. — Résolu, que l'opinion de cette convention, sur la question de la reconstruction, est que la reconstruction leur avait jusqu'à présent, [illegible] par l'intervention dans les Etats du Sud qui a empêché les conservateurs de cette section de regagner l'influence qui leur appartient légitimement dans les conseils de la nation, et, par là, il s'est assuré des titres à la reconnaissance de son parti, dont la majorité se serait trouvée diminuée par l'élection de représentants et de sénateurs démocrates du Sud et, en même temps, il a gagné la confiance de certain électorat noir, qui n'a dû qu'à la partialité du gouvernement fédéral le maintien de sa suprématie.

Disposant d'une immense patronage, certain du vote compact des noirs, Grant était assuré de sa réélection dans la Convention républicaine. L'est-il également sa réélection par le peuple? C'est là une question beaucoup plus douteuse. Il perdu des forces plutôt qu'il n'en a gagné depuis 1868, et bien qu'il soit encore candidat très redoutable, il nous paraît loin d'être invincible.

La détermination de la Convention démocratique qui doit s'assembler à Baltimore, le 9 juillet, permettra de juger des chances de Grant. Le travail qui s'opère dans les esprits d'ici à cette époque sera un grand poids sur les décisions de la Convention. Une grande réaction s'opère déjà contre la candidature de Greeley et faut attendre encore avant de pouvoir prédire ce que fera la Convention démocratique nationale.

☞ On ne peut songer à acheter une machine à coudre, sans faire un examen attentif de la machine "Domestic," 102 rue du Canal, chez M. S. Hedricks.

ASSESSMENT.—Nos. 98, 99 et 100. Voyez la colonne des notices spéciales. Mort de John Davidson, Jacob Clemens et J. J. Albert, payable au Bureau de l'Assurance Louisianaise d'Assistance et de Bienfaisance Mutuelle et d'Assurance sur la Vie, rue Carondelet, No. 120.

Cette Association a déjà payé $[illegible] en [illegible].

La machine "Domestic" est la reine des machines à coudre, à présent de chemisettes. Elle se vend au No 102, de la rue du Canal.

PAR LE TELEGRAPHE.

(Dépêches télégraphiques à l'Abeille.)

NOUVELLES DU MEXIQUE.

Mexico, par la Havane, 6 juin.—Le pays redevient tranquille. Porfirio Diaz est dans l'Etat de Justiho intrigant avec Lozada, le chef indépendant de l'ouest.

Diaz a lancé un autre pronunciamento qui a été généralement reçu très froidement. Il a lancé une proclamation où il accuse de Tejada qui nommé comme Président. C'est l'opinion générale, cependant, que la proclamation est une pièce apocryphe. Beaucoup de gens pensent que le document a été fabriqué par les amis du Président Juarez dans le but de semer les amis de Lerdo.

Les mouvements révolutionnaires dans l'Etat de Chiapas sont de la nature importance. Le bruit courait que l'on qu'il soit sérieux, dit, qu'un changement de ministère aura lieu avant le 10 juin.

Romero a l'intention de quitter la Finance et de se retirer dans son terre, Etat de Chiapas. Vilasana quitterait Pénitencier et la direction de l'élection du national de prêt. Jose Muñez, Porteur du Congrès, et Gabriel Mancosy, membre de cette assemblée, doivent entrer dans le Cabinet.

NOUVELLES DE LA HAVANE.

Havane, 6 juin.—Le général Yzalan a été amené à Puerto Principe. Un télégramme officiel dit de 2 courriers, dit qu'un détachement de cavalerie espagnole, composé de 9 hommes et d'un sergent, a rencontré Ignacio Agramonte à la tête de 80 hommes à cheval, entre Guaimaro et Zayuego.

Le sergent a engagé Agramonte et un vendant de 18 Espagnols étaient survenus. Agramonte a pris de le plupart de ses chevaux. Il n'est retiré vers les montagnes, mais la il a rencontré une autre colonne espagnole qui l'a forcé à abandonner le reste de ses chevaux. Le télégramme dit qu'on connaît que nombre de Cubains ont été tués et plusieurs chevaux ont été pris avec leurs selles.

Le Diario Ma; On démêlée comme certain que les Cubains à la Nouvelle-Orléans ouvrent des emprunts à la Espagne sous prétexte qu'il ont manqué de l'internationale et qu'ils favorisent des gutter pour gagner des sections à la cause des insurgés. *Le Diario* ajoute: Les Espagnols repousseraient toutes les insinuations faites dans ce but.

NOUVELLES DE WASHINGTON.

Washington, 6 juin — SÉNAT. — Il y a eu nombre d'amendements à la chaise du bill d'affectation qui donne un quart de million aux partouche de la partie du Sud. L'affaire est remise à vendredi.

Le bill pour punir les obstructions à l'administration de la justice dans les Etats-Unis a passé. Il va au Président.

M. Chandler a fait une attaque invraisemblable contre M. Sumner pour les assertions faites par lui dans son discours sur le Sénat, sur Stanton et Grant.

M. Sumner a dit qu'il lirait une seule lettre pour montrer la vérité de ce qu'il avait dit à l'égard du Président. Il a dit tout sur le général Grant. Avant de la lire, cependant, il déclare que M. Stanton ne le pas de sa vie avant la campagne. Le M. Sumner a assuré ici qu'il en était ainsi. Il lu l'extrait suivant d'une note reçue de matin d'Horace White, de Chicago:

Cher M. Sumner: Le ex-secrétaire Stanton m'a exprimé, non pas une fois mais plusieurs fois, substantiellement la même opinion que celle que vous avez exprimée à vous-même. Il a dit que le général Grant avait été rudement bousculé par les Radicaux et qu'il valait comme commandant militaire.

Quant à ce dernier point, je rappellerai une longue conversation que j'ai eu, après la bataille de Spotsylvania, à Court House, où Stanton exprime plus d'appréhension des résultats de la campagne qu'à aucun moment de la campagne. Il a dit que pour aucune campagne. Il a dit qu'il pourrait contribuer à remplir les bastilles vides faite par Lee dans nos nombreuses et qu'il ne pourrait pas en faire autant pour Grant. Mais je suppose que vous connaissez tout cela. Pendant cette conversation il laissa tomber quelque chose dans l'autre chambre, afin de finir en quelque sorte, dire à moi, simple bohémien littéraire, que le général Grant fait le lit de observer que ce serait de nous faire un grand service que de rester pendant qu'il chanteur demandait audience.

Washington, 6 juin—SÉNAT—Le bill des rivières et des ports a passé et est envoyé à la Chambre. La plupart des amendements pour le Sud ont été augmentés. Tous les amendements de M. Kellogg ont été adoptés. L'allocation de $[illegible],000 pour Rivière Rouge, a été [illegible] à $[illegible]. La Louisiane a reçu $[illegible] pour Rivière a $81,000 pour l'embouchure du sent de Gal-veston; $[illegible] pour l'embouchure de la rivière Red River; $10,000 pour la Bayou Cypress; $175,000 pour Cedar Keys, et la rivière St-John, Floride; $300,000 pour l'embouchure de la rivière Arkansas, White, Red, Black et Ouachita; $10,000 pour le port de la Mobile et la rivière; $15,000 pour Alcouick Creek; $15,000 pour Acquia Creek et $15,000 pour la rivière Rappahanock, Virginie; $10,000 pour la rivière Roanoke et $100,000 pour la rivière du Cape Fear, et $40,000 pour le port de Charleston. Le bill va à la Chambre.

Le bill d'élection deviendra probablement. Les bills de taxes et de tarifs ont été signés.

NOUVELLES DIVERSES.

New York, 6—Des avis de Yucatan disent que les révolutionnaires ont pris et pillé la douane et d'autres bâtisses publics à Alvarado, en emmenant les employés comme prisonniers. On dit que plusieurs ont été tués. Le président Juarez a déclaré la loi martiale dans l'état de Coahuila.

New York, 6—Un immense meeting d'ouvriers en meubles a été harangué aujourd'hui par un comité d'ouvriers de Chicago, qui leur a dit que 5,000 ouvriers mais qu'ils ont l'intention de se mettre en grève et ils engagent les ouvriers de New-York à en faire autant.

La proposition de faire une parade monstre pour la ligne des Huit heures lundi prochain, sera probablement adoptée. Il est probable que 40,000 ouvriers à la parade, car on nombre a fait grève depuis le 1er juin. 15,000 ou 20,000 restent chômés et ne reprennent pas que leurs épargnes ne seront pas épuisées, à moins que les patrons ne les emploient plus tôt.

On craint qu'il ne se livrera à quelque violence, ce qui serait une conséquence d'une répression sommaire par les autorités, qui ont parfaitement préparées pour la circonstance.

Philadelphie, 6.—A la convention aujourd'hui, le vote pour Grant a été unanime. En donnant les votes des délégations, chaque nom a été salué par un petit discours qui a été reçu avec beaucoup de bonne humeur. Celui qui suit n'est pas parmi les plus extravagants. M. Popkins, de la Virginie, a dit: "Les hommes habituellement cains de la Virginie, marchant en avant sous sa bannière "Sic semper tyrannus" ont l'intention de mettre sa bannière sur la tête du parti démocrate. Les deux sont justes et il faut que la Virginie soit et elle sera présente.

La convention entière a chanté "John Brown," quand la nomination a été annoncée. Quand le tolu bohu a cessé, une motion a été faite de suspendre le régiment et de nommer le vice-président. Adopté. Le Pennsylvanie a nommé William, secrétaire de Massachusetts. L'Indiana a nommé Colfax, secondé par le Michigan et le Mississippi.

M. Lynch a dit qu'il lui semblait que l'esprit de Lincoln était ici, et il a rappelé ce que ce patriote dit dans une occasion: "Ce n'est pas un temps sûr pour changer de chevaux."

En ce moment est entré le comité de la plateforme qui a rapporté comme suit: Les résolutions rendent du grand courage du parti républicain et de ce qu'il a accompli en supprimant la rébellion, en émancipant les esclaves, en faisant exécuter les lois, en développant les ressources du pays, en encourageant l'émigration; en soutenant les revenus et en réduisant la dette nationale; elles expriment incroyance que le pays ne confiera pas le gouvernement à aucun parti composé principalement de ceux qui ont résisté à chaque pas du progrès.

Elles disent que les récents amendements à la Constitution doivent être soutenus et mis en vigueur, quinze pays honorables sont en ruine. Les Démocrates doit être maintenus que le service civil doit être honnêtement fait; qu'aucune personne ne doit être mise à la tête des affaires publiques ne doit plus être faite aux corporations; le tarif revenu doit toujours laisser quelque chose, pour la réduction de la dette publique.

Philadelphie, 6 juin—La plateforme vent un système de droits qui secure des gages rémunérateurs au travail, et favorise l'industrie, le prospérité et le développement de tout le pays. Les pensions fédérales du gouvernement doivent être étendues aux soldats et aux marins de la dernière guerre. La doctrine américaine de la naturalisation doit être maintenue; les privilèges de poste doivent être abolis et le droit de poste réduit; le tarif de la Havai est contrairement à l'esprit de la loi et doit être modifié. Aucune faveur ne doit être accordée; le crédit public doit être préservé et les obligations en emprunt devront être repris.

La demande du suffrage pour les femmes est rejetée. Hilles, élevé une remontrance contre l'application de la Constitution contre les Kluxers. Les droits réservés aux Etats-Unis. Pendant son discours la Convention témoigne ouvertement son désapprobation par des sifflets.

M. Ker approuve les résolutions offertes par M. Ogden. Il dit qu'il est important de sauver l'Etat et de laisser nommer l'homme qu'on voudra comme Président des Etats-Unis. Une communication a été reçue des républicains libéraux et nous nous ne comité de conférence: la question d'une alliance avec le gouverneur Warmoth n'est pas devant la Convention.

M. P. McCloskey dit qu'on a l'air de menacer le peuple que le gouverneur arrangera à sa guise les boîtes de scrutin. Le peuple ne se laissera pas intimider; au besoin, il reprendra ses droits par la force. Nous ne renions pas les noirs mais les blancs corrodipas qui ont entraîné l'Etat dans la banqueroute. Les noirs ont été trompés par Warmoth et ils le désavouent, et tous les blancs honnêtes n'en veulent pas.

M. Marks dit qu'il n'y a que deux partis en Louisiane: le parti Républicain National et le parti Démocrate. Le parti Républicain Libéral ne compte même pas, d'après lui. Il dit que le parti de la Réforme n'est pas une organisation politique, mais qu'il est composé de bons hommes gens qui veulent des hommes honnêtes comme candidats pour les places d'Etat. Le seul désir des créateurs de ce parti étaient de s'unir aux démocrates dans un même but.

M. Matthews, d'Iberville, dit que le parti de la Réforme grossira avec le temps et contiendra toutes les autres parties; qu'il n'a pas besoin du gouverneur Warmoth pour réussir. Il trouve absurde qu'on répète sans cesse que tout est perdu sans la coopération de M. Warmoth.

Il faut s'unir à la race noire et se garder de toute affiliation avec nos ennemis. Il appelle les résolutions offertes par M. Ogden.

M. Burke demande à faire une explication personnelle.—Il dit qu'il n'a pas eu l'intention de défendre le gouverneur, mais qu'il a voulu seulement dire que sans une alliance avec le parti Républicain Libéral, le parti Démocrate et le parti de la Réforme ne sauraient triompher.

Le président dit qu'il ne sait pas si M. Burke appelle ou non son discours une défense du gouverneur Warmoth; mais ce délégué a dit que rien ne pouvait se faire sans l'aide du gouverneur. Le président ajoute qu'il connaît plusieurs délégués qui sont honnêtes et qui pensent ainsi. Tant qu'à lui, il ne partage pas cette opinion.

M. Fenner dit qu'il est préférable pour les intérêts de la Louisiane d'éviter toute explication personnelle. Il pense qu'il faut laisser les portes ouvertes à tous ceux qui viendront au parti de la réforme sans un marché à la main.

Le président annonce que le colonel C. H. Moore du comité a donné sa démission, étant obligé de s'absenter pour affaires importantes. Il nomme à sa place M. E. D. Morrimson.

Sur motion, la question de l'adoption des résolutions offertes par M. Ogden est posée à la Convention et les résolutions sont adoptées à l'unanimité.

Sur motion, la Convention s'ajourne à ce matin.

CHRONIQUE LOCALE.

LA FOUDRE. — Mercredi, pendant l'orage qui a éclaté entre 5 et 6 heures du soir et qui s'est fait sentir plus bruyamment dans les hauts districts de la ville, la maison de M. John S. Walton, administrateur des finances municipales, a été frappée de la foudre. M. Walton était assis dans son salon ou des éclats de bois l'ont atteint à la figure et dans plusieurs endroits de son corps. On craint que sa vue n'en soit affectée. Aux dernières nouvelles, M. Walton allait mieux, mais on ne pouvait encore dire quelles conséquences cet accident aurait pour lui.

NOYÉ.—Un jeune homme, nommé David Young, âgé de 18 ans, s'est noyé dans le fleuve où il se baignait, devant les Abattoirs d'Algier. Ses vêtements ont été remis à ses parents.

FEU.—Un feu a pris hier matin, sur les 4 heures et demie, rue du Camp, No 198, dans une maison appartenant à Mme Sewell et occupée par M. Kopper qui y tient une conserverie. Tout le contenu de la maison a été détruit et la bâtisse a presque souffert autant. La propriété était assurée.

Le feu s'est communiqué ensuite à l'arrière-partie de la pharmacie de Finlay, qui est attenante et qui a été légèrement endommagée.

VOL.—Léon Davis a été arrêté, hier matin, accusé par M. Blumensen de lui avoir volé pour une cinquantaine de piastres en habits et linge. Davis a été emmené au corps-de-garde.

PREMIÈRE COUR DE DISTRICT. — L'avocat de district a enregistré un *nolle prosequi* dans l'affaire d'Edwin C. Bervies, accusé d'avoir fait de fausses lettres de change, au détriment de la Banque Nationale de l'Etat. Une autre information semblable a été immédiatement après enregistrée contre l'accusé, qui a été interné à la prison de paroisse.

BATAILLE ENTRE NÈGRES.—Hier matin, un peu après minuit, des nègres, hommes et femmes, qui étaient attroupés au coin des rues Dorme et Rampart, se sont pris de querelle et en sont venus aux mains. On rapporte qu'une négresse arrachant un couteau des mains d'une autre, lui en a porté un grand coup, et la négresse blessée serait au lit. La bauquetée de la rue des Remparts, devant le No 23, avait des traces de sang.

—Ce n'est pas à Lisbonne, mais le condamné Bonu, complice de Cernier dans l'assassinat des dominicains d'Arcueil, qui a été exécuté à Satory, ainsi que le câble l'a annoncé.

Le de consoil, qui a eu à s'occuper des plus grande procès de la Commune, jugera encore, avant de se dissoudre, plusieurs affaires importantes, entre autres celle de Lisbonne et celle des exécutions du banquier Jecker et du comte de Beaufort.

Le dossier de Lisbonne est prêt, et l'ordre de mise en jugement sera notifié à l'accusé sous peu de jours.

Quant aux affaires Jecker et Beaufort, l'instruction suit son cours. Le 18 mai, on a conduit à Versailles deux individus soupçonnés d'avoir participé à l'exécution de Jecker; après un premier interrogatoire, ils ont été écroués à la prison des Chantiers.

C'est au jeu conseil de guerre qu'est instruite l'affaire de Raoul Rigault. Il y sera jugé par contumace la semaine prochaine. Félix Pyat est inscrit au 18, ainsi que Vallès. Ah ! ils sont inscrits: Pindy, Arthur Arnould, Babick et Lefrançais.

—La presse de toutes nuances est unanime à condamner la nomination de M. Jules Ferry.

Voici comment s'exprime la *République Française*:

A vrai dire, il nous est pas préférable de voir placer M. Jules Ferry ailleurs que dans le corps diplomatique.

Il est à craindre qu'il ne devienne un agent compromettant après avoir été un homme politique compromettant.

Mais le traité le plus exquis du monde se trouve à la fin. *La République Française* ajoute: Quelque que l'on ne saurait faire des agents valables avec des hommes qui se trouvent loin du milieu des gens bien après, après l'habitude de faire leur cour et quelque *compagnie de la société compatible*.

Le *Gaulois* est encore moins tendre pour M. Jules Ferry que la *République Française*, bien heureux qu'il est vrai le bon:

"Après ministère, Thiers a nommé un sénateur, M. Ferry. Ce qu'il a fait de ce sénat est diplomatie.

"Le *Radical* se fait même pas l'honneur d'en comprendre à la nomination de M. Jules Ferry.

Ainsi, indignation de la droite, mépris de la gauche, voilà le coup de l'éclat qu'en venu à M. Jules Ferry.

Philadelphie, 6 juin — Pour la vice-présidence, les votes sont comme suit:

	Wilson.	Colfax.	Harris.	Davis.
Alabama	19	—	—	—
Arkansas	12	—	—	—
California	13	—	—	—
Connecticut	6	6	—	—
Delaware	6	6	—	—
Florida	5	5	—	—
Illinois	22	22	—	—
Indiana	30	30	—	—
Iowa	19	3	—	—
Kansas	15	—	—	—
Kentucky	4	20	—	—
Louisiana	6	11	—	—
Maine	4	10	—	—
Maryland	—	16	—	—
Massachusetts	26	—	—	—
Michigan	—	22	—	—
Minnesota	—	10	—	—
Mississippi	11	4	H'ce Maynard	—
Missouri	27	2	Hawley, Conn.	—
Nebraska	2	4	—	—
Nevada	6	—	—	—
New Hampshire	10	—	—	—
New Jersey	—	14	—	—
New York	15	35	Gov. F Noyes, Ohio	—
North Carolina	20	—	—	—
Ohio	20	14	—	—
Oregon	—	6	—	—
Pennsylvania	58	—	—	—
Rhode Island	—	5	—	—
South Carolina	9	5	—	—
Tennessee	—	—	H. Maynard	—
Texas	1	—	E J Davis	16
Vermont	—	10	—	—
Virginia	—	—	Joe P Lewis	19
West Virginia	10	—	—	—
Wisconsin	15	5	—	—
Arizona	—	2	—	—
Colorado	1	1	—	—
Dakota	1½	1½	—	—
Dist. Columbia	—	2	—	—
Idaho	—	2	—	—
Montana	—	2	—	—
N. Mexique	2	—	—	—
Utah	—	2	—	—
Washington Ter.	—	2	—	—
Wyoming	1	1	—	—
Total	364 1/2	321 1/2	—	—

Galveston, 6 juin—Les employés du chemin de fer de Houston et du Texas ont fait grève à cause d'un nouvel ordre de la Compagnie opposé les "death warrants," qui relève les employés de tous dommages en raison d'une blessure ou de la mort d'un employé, qui pourrait être causée par la néglig